

RAPPORT

Du	Président du Cercle de discussion sur la Cour de justice
Aux	Membres de la Convention
Objet :	Rapport final du Cercle de discussion sur le fonctionnement de la Cour de justice

1. Faisant suite au cadre des travaux, tel que défini par le Praesidium (voir annexe), le cercle de discussion s'est réuni quatre fois, à savoir les 17 et 24 février, les 3 et 17 mars 2003. Il a entendu M. Rodriguez Iglesias, président de la Cour de justice, M. Vesterdorf, président du Tribunal de première instance et une délégation du Conseil des Barreaux de l'Union européenne (CCBE), composée par Lord Brennan QC et MM. Berrisch, Brouwer, Kahn et Waelbroeck.
2. Le cercle de discussion s'est en outre posé la question de savoir s'il convenait d'examiner la question de la compétence de la Cour de justice concernant les actes de l'Union relatifs aux domaines de la PESC¹, suite à la suppression des piliers. Lors de la réunion du 17 mars 2003, il a été convenu que le cercle examinerait ce point dans une réunion ultérieure et qu'il pourrait transmettre éventuellement des propositions ultérieurement et séparément du présent rapport.
3. Les présentes conclusions se réfèrent aux points du cadre des travaux, dans l'ordre.

¹ Concernant la JAI, le cercle a pris bonne note des recommandations contenues dans le rapport du groupe de travail X "Liberté, Sécurité et Justice".

Sur la question a) du cadre des travaux

4. Le cercle a discuté les dispositions du traité de Nice sur le nombre de juges et d'avocats généraux concernant la Cour de Justice et le Tribunal de première instance. Le cercle a considéré que ces dispositions devraient rester inchangées à cet égard¹.
5. Sur la procédure de désignation des juges et des avocats généraux de la Cour de justice (ci-après, la Cour) et du Tribunal de première instance (ci - après, le TPI), la majorité des membres du cercle est en faveur de maintenir la situation actuelle (nomination d'un commun accord par les gouvernements des Etats membres). Certains membres ont toutefois estimé que la nomination devrait être effectuée par acte du Conseil et, pour plusieurs de ces membres, le Conseil devrait statuer à la majorité qualifiée.
6. Le cercle a en outre considéré qu'il était opportun de créer un "comité consultatif", qui aurait pour tâche de donner un avis aux Etats membres sur l'adéquation du profil d'un(e) candidat(e) à l'exercice des fonctions, sur la base notamment de critères objectifs relatifs à sa qualification professionnelle. Dans ce comité – dont les délibérations ne seraient pas publiques et qui ne ferait pas d'auditions - pourraient siéger d'anciens membres de la Cour, des représentants des juridictions suprêmes nationales, le Parlement européen pouvant aussi nommer un expert juridique. Un membre s'est toutefois déclaré contraire à l'idée que le Parlement européen soit associé, en y voyant un risque de politisation de la procédure de désignation. Le cercle souligne que l'instauration d'un tel comité consultatif pourrait être de nature à renforcer le niveau d'exigence des Etats membres dans la présentation des candidats. Dans ce contexte, le cercle a considéré que les Etats devaient continuer à présenter une seule candidature.

¹ Dans ce contexte, il est nécessaire de réfléchir à la question du maintien du nombre actuel de 11 juges siégeant à la grande chambre créée par le traité de Nice (article 16, 2ème alinéa du Protocole sur le Statut de la Cour de Justice) après l'élargissement.

7. Quant à la durée du mandat des membres de la Cour, le cercle a pris bonne note que, tant le Président de la Cour que celui du TPI, tout en préférant le système actuel, ont été ouverts à la possibilité d'instaurer un mandat plus long et non- renouvelable. Dans ce cas, ils ont exprimé leur préférence pour un mandat de 12 ans, parce que un mandat de 9 ans, non renouvelable, pourrait notamment soulever des problèmes pratiques majeurs dus au renouvellement de la moitié de la Cour tous les quatre ans et demi. Le cercle attire l'attention sur le fait que, en particulier dans le cas d'un mandat non - renouvelable, il faudrait décider quelle sera la durée du mandat d'un juge qui remplace un autre en cas de décès ou de démission¹². De plus, la nomination se référerait à la fonction, et l'hypothèse qu'un avocat général (ou un juge) puisse être nommé juge (ou avocat général) ne serait donc pas exclue.
8. Le cercle estime que la Constitution pourrait établir une distinction entre le système de mandat pour la Cour de justice et pour le TPI. Une majorité des membres du cercle s'est manifestée favorable à élargir la durée du mandat des membres de la Cour et à le rendre non renouvelable. D'autres membres ont toutefois mis en relief que le système actuel a bien fonctionné et qu'il était préférable de le conserver. En tout cas, le groupe propose, dans ce contexte, que le traité mentionne explicitement l'indépendance et l'impartialité des juges. Quant aux juges du TPI, le cercle marque son accord sur le maintien du système actuel (mandat de six ans, renouvelable).

¹ Soit son mandat viendrait à terme coïncidant avec celui du mandat du juge remplacé, soit la possibilité d'être renouvelé serait prévue expressément, soit le mandat du juge remplaçant commencerait au moment de sa nomination pour une période complète.

² Par ailleurs, le cercle voudrait attirer aussi l'attention sur le fait que, au moment de l'entrée en vigueur d'un tel système, il faudra s'interroger sur les conséquences par rapport aux mandats actuellement en cours.

Sur la question b) du cadre des travaux

9. Le cercle a bien accueilli l'idée d'une modification des articles 225A, 229A et 245 CE. Les membres ont été ouverts à la possibilité de prévoir que le Conseil statue à la majorité qualifiée, plutôt qu'à l'unanimité, comme c'est la règle à présent. Ceci serait en particulier le cas pour l'article 225 A CE concernant la création de chambres juridictionnelles.
10. Au sujet de l'article 229 A CE, la majorité des membres est également en principe favorable à ce que le Conseil statue à la majorité qualifiée.
11. Enfin, quant à l'article 245 CE, concernant le statut de la Cour de justice, cette disposition prévoit actuellement une décision du Conseil à l'unanimité, sauf pour le titre I du Statut, qui ne peut être modifié que par la procédure de révision du traité. Sur ce point, le cercle est favorable en principe à une modification de l'article 245 CE, de sorte que le Conseil statue à la majorité qualifiée, sauf au sujet du titre I et pour les questions linguistiques (article 64 du Statut), où le Conseil statuerait à l'unanimité. Sur les questions linguistiques, il a été relevé par certains membres qu'il conviendrait de modifier la pratique actuelle de la Cour, selon laquelle la Cour ne prononce l'arrêt dans une affaire que si celui-ci a été traduit dans toutes les langues; l'on pourrait publier l'arrêt dans la langue de procédure, et les autres versions linguistiques pourraient être disponibles dans les six mois suivants, sans qu'une modification du traité ne soit nécessaire pour ce changement de pratique.
12. Le cercle a considéré que la procédure législative devrait être d'application au sujet des dispositions susmentionnées. Un membre a souligné qu'il pouvait accepter que le Conseil statue à la majorité qualifiée, sans toutefois que la procédure législative s'applique.

Sur la question c) du cadre des travaux

13. Sur les dénominations de la Cour et du TPI, le cercle estime que la dénomination de la Cour ne doit pas être modifiée, mais uniquement adaptée au fait qu'il n'y aura plus de "Communautés européennes". Le cercle a été sensible au fait que la dénomination de la Cour existe depuis 50 ans et qu'il ne serait pas indiqué d'y apporter des changements. La Cour pourrait donc avoir comme dénomination "**Cour de justice de l'Union européenne**".

14. Quant à la dénomination du TPI, le cercle constate que dans un proche avenir, lorsque des chambres juridictionnelles seront créées pour des contentieux spécifiques, cette juridiction ne sera pas toujours une juridiction de première instance, mais pourra aussi statuer en dernière instance. La dénomination actuelle ne sera donc plus adéquate. Il n'en demeure pas moins que, pour tous les recours directs ne relevant pas de la compétence des chambres juridictionnelles, le TPI statuera en première instance. Le cercle est donc en faveur de modifier la dénomination du TPI, tout en souhaitant éviter la moindre confusion avec la Cour. Tenant compte de ces éléments - et aussi de la nécessité de trouver une dénomination qui ne pose pas de problèmes de traduction - le cercle a avancé la possibilité d'utiliser la dénomination "**Tribunal général de l'Union européenne**"¹, afin d'exprimer sa vocation de devenir le tribunal de base à vocation générale et de le distinguer des "tribunaux spécialisés". Il a été entendu que la nouvelle dénomination devrait en tout cas viser à sauvegarder l'unicité de l'Institution. Le cercle a estimé utile que les Services juridiques des trois institutions soient invités par le Président du cercle à lui faire parvenir leurs suggestions au sujet de la dénomination appropriée pour le TPI.
15. Quant aux chambres juridictionnelles, prévues à l'article 225 A, elles sont chargées de connaître en première instance de certaines catégories de recours formés dans des matières spécifiques. Jusqu'à ce jour, aucune n'a été créée, mais une est envisagée en matière de recours des agents de l'Union et une autre concernant les titres communautaires de propriété industrielle (brevets). D'autres pourront être envisagées dans le futur. La dénomination actuelle pourrait demeurer, ce qui n'empêcherait pas de dénommer ces chambres de "tribunal", à l'instar du "tribunal du brevet communautaire", conformément à l'accord politique du Conseil du 3 mars 2003. Toutefois, il semble préférable de les dénommer "**tribunaux spécialisés**". Cette dénomination présenterait l'avantage d'éviter la confusion, dans certaines langues, avec les "chambres" pour certains contentieux spécifiques, qui pourraient être éventuellement créées au sein de la Cour (ou du TPI), à l'instar de ce qui se passe dans les juridictions suprêmes des Etats membres.
16. Enfin, le Groupe considère que la Constitution pourrait indiquer explicitement que l'Union est dotée d'un système judiciaire dont fait partie la Cour de justice, le TPI, les tribunaux spécialisés, ainsi que les juges nationaux, dont le rôle de juges de droit commun de l'Union

¹ ("Common Court of the European Union"; "allgemeines Gericht der Europäischen Union", etc.)

pourrait être mis en relief dans la Constitution. Le cercle relève cependant que cette proposition n'implique pas la création de nouvelles institutions et que la Cour de justice resterait au centre du système judiciaire de l'Union, l'unité institutionnelle devant continuer à exister.

Sur la question d) du cadre des travaux

17. Au sujet des modifications éventuelles à apporter à l'article 230, quatrième alinéa du traité CE, le cercle a débattu plusieurs options possibles, sur la base d'un document de travail préparé par le Secrétariat.
18. Il est ressorti du débat que le cercle était sensiblement divisé en deux groupes de membres. Pour le premier groupe, le libellé actuel de cette disposition satisfait aux exigences essentielles d'une protection juridictionnelle effective des droits des justiciables, tenant compte du fait que, dans le système actuel décentralisé, inspiré par le principe de subsidiarité, ce sont notamment les juridictions nationales qui sont amenées à défendre les droits des particuliers, et qui pourraient (ou devraient, s'il s'agit de la dernière instance) poser des questions préjudicielles à la Cour concernant la validité d'un acte de l'Union; il ne serait donc pas nécessaire d'apporter des modifications de substance à l'article 230, quatrième alinéa. Pour ces membres, il serait en revanche approprié que la Constitution mentionne explicitement que, conformément au principe de coopération loyale, tel qu'interprété par la Cour de justice, les juridictions nationales sont tenues, dans toute la mesure du possible, d'interpréter et d'appliquer les règles internes de procédure gouvernant l'exercice des recours d'une manière qui permet aux personnes physiques et morales de contester en justice la légalité de toute décision ou de toute autre mesure nationale relative à l'application à leur égard d'un acte de l'Union de portée générale, en excipant l'invalidité de ce dernier. Il incombe en effet aux Etats membres de prévoir un système de voies de recours et procédures permettant d'assurer le respect du droit des particuliers à une protection juridictionnelle effective pour les droits découlant du droit de l'Union¹.

¹ CJCE, arrêt du 25 juillet 2002, aff. C-50-00 P, Union des Pequeños Agricultores, points 41 et 42.

19. Selon le deuxième groupe, les conditions de recevabilité prévues à l'article 230, quatrième alinéa ("directement et individuellement concerné"), pour les recours des particuliers contre des actes de portée générale sont trop restrictives. Certains membres ont donc proposé notamment les propositions suivantes:
- a) dissocier les deux conditions, qui ne seraient plus cumulatives;
 - b) remplacer "et individuellement" par "et qui affecte sa situation juridique";
 - c) maintenir la formule actuelle assortie de l'ajout "ou contre un acte de portée générale qui le concerne directement sans comporter une mesure d'exécution";
 - d) laisser le libellé actuel pour les actes législatifs (désormais, lois et lois-cadres) et permettre la saisine de la Cour pour les actes réglementaires; ces derniers pourraient faire l'objet d'un recours lorsqu'un particulier est directement ou individuellement concerné;
 - e) même alternative que la précédente, mais en ouvrant aux particuliers un droit de recours contre les actes législatifs de l'Union ne comportant pas une mesure d'exécution;

L'instauration d'un recours spécifique pour la défense des droits fondamentaux a été proposé par certains membres¹ conjointement avec la proposition visée à l'alinéa a).

20. Une majorité des membres du Groupe s'est prononcée en faveur d'une modification de l'article 230, quatrième alinéa, allant dans le sens de la formule suivante:

"Toute personne physique ou morale peut former, dans les mêmes conditions, un recours contre les actes dont elle est le destinataire ou qui la concerne directement et individuellement, ainsi que contre les actes [de portée générale / réglementaires] qui la concerne directement sans comporter de mesures d'exécution".

21. L'ajout des mots "sans comporter de mesures d'exécution", vise à ce que l'extension du droit de recours des particuliers ne soit possible que pour les cas (qui posent problème), où le particulier doit d'abord enfreindre le droit pour ensuite pouvoir accéder à un juge. En effet, cette formule permet aux particuliers d'attaquer devant la Cour (TPI) un acte contenant par hypothèse une interdiction, et ne comportant pas de mesure d'exécution, dans la mesure où le particulier peut demander son annulation s'il parvient à démontrer qu'il est directement concerné par l'acte réglementaire en question.

¹ Voir WD 3 de M. Meyer.

22. La majorité parmi les membres souhaitant une modification de l'article 230, quatrième alinéa, marque une préférence pour l'option mentionnant les "actes de portée générale". Certains membres ont toutefois considéré plus approprié de choisir les mots "acte réglementaire", ce qui permet d'établir une distinction entre les actes législatifs et les actes réglementaires en retenant - d'ailleurs le Président de la Cour l'avait suggéré - une approche restrictive en ce qui concerne les recours des particuliers contre les actes législatifs (pour lesquelles la condition "directement et individuellement concerné" reste d'application) et de prévoir une approche plus ouverte à l'égard des recours contre les actes réglementaires.
23. D'autre part, faisant suite à une proposition en ce sens, le cercle semble ouvert à un changement purement rédactionnel et qui ne change pas la portée de l'article 230, quatrième alinéa, consistant à supprimer les mots "bien que prises sous l'apparence d'un règlement ou d'une décision adressée à une autre personne". En outre, il a été demandé de remplacer le mot "décision" par "acte". Ces modifications reflètent la jurisprudence de la Cour¹.
24. Concernant l'application des dispositions de l'article 230 CE aux agences et organes de l'Union, le cercle a constaté qu'en général les actes créant des agences contiennent des dispositions instaurant des voies de recours devant la Cour de justice portant sur des actes juridiques adoptés par ces agences². L'analyse de ces actes - portant essentiellement sur des agences et organes relevant du traité CE - permet de constater que plusieurs cas de figure se présentent:
- une disposition prévoit que la Cour de justice est compétente pour statuer sur les recours formés contre l'agence selon les conditions prévues à l'article 230³;

¹ Voir à cet égard Affaire 60/81, IBM/Commission (Rec. 1981, 2639, att. 9): "pour déterminer si les mesures attaquées constituent des actes, au sens de l'article 173 c' est, des lors, à leur substance qu'il y a lieu de s'attacher. Suivant une jurisprudence constante de la Cour, constituent des actes ou décisions susceptibles de faire l'objet d'un recours en annulation, au sens de l'article 173, les mesures produisant des effets juridiques obligatoires de nature à affecter les intérêts du requérant, en modifiant de façon caractérisée la situation juridique de celui-ci; par contre, la forme dans laquelle des actes ou décisions sont pris est, en principe, indifférente en ce qui concerne la possibilité de les attaquer par un recours en annulation".

² Voir à cet égard document de travail du Secrétariat concernant le droit de recours contre des actes des agences de l'Union (WD 9).

³ C'est le cas du règlement du Conseil n°1035/97 du Conseil du 2 juin 1997 créant création d'un Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes (article 15) (JOL 151 du 10/06/1997, p.1).

- une disposition prévoit que tout acte de l'agence, implicite ou explicite, est susceptible d'être déféré devant la Commission en vue d'un contrôle de sa légalité, étant entendu que la décision de la Commission peut ensuite faire l'objet d'un recours en annulation devant la Cour de justice¹;
- l'acte est muet sur le contrôle de légalité des actes de l'agence².

25. Compte tenu de cette pratique, plutôt disparate, concernant le contrôle de légalité des actes des agences dans le cadre du traité CE, la Commission³ a recommandé au Parlement européen et au Conseil d'uniformiser le système en rendant applicable l'article 230 TCE aux actes faisant grief de toutes les agences. L'argument militant en faveur de cette approche est notamment que le principe d'une garantie juridictionnelle effective, tel que consacré par une jurisprudence constante (maintenant reprise dans l'article 47 de la Charte), exige qu'aucun acte faisant grief d'une institution, d'un organe ou d'une agence ne puisse échapper au contrôle juridictionnel de légalité. Il est par ailleurs impossible d'exclure catégoriquement, au moment d'établir une agence, que celle-ci ne prenne de tels actes, même si le règlement la créant ne prévoit pas un pouvoir d'adopter des décisions au sens formel.
26. Au vu de ce qui précède, une majorité des membres du cercle recommande que l'article 230 TCE soit modifié de sorte à comprendre, outre les actes juridiques adoptés par les institutions, ceux des *organes et agences* de l'Union. Il est entendu qu'un recours formé contre un organe ou une agence ne sera recevable que s'ils ont adopté un "acte juridique", au sens de la jurisprudence de la Cour; l'acte créant l'agence pourrait par ailleurs préciser des modalités spécifiques pour l'exercice du contrôle de l'agence ou de l'organe en question⁴. Il a été relevé que cette orientation du cercle ne portait que sur les organes et agences relevant du traité CE, ceux agissant dans le cadre de la PESC et de la coopération policière et judiciaire en matière

¹ Voir Règlement (CE) n° 2062/94 du Conseil, du 18 juillet 1994, instituant une Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (article 22).

² Voir règlement (CE) n° 1406/2002 du Parlement européen et du Conseil du 27 janvier 2002 instituant une Agence européenne pour la sécurité maritime.

³ Voir COM 2002 (718) final du 11/12/2002, sur l'encadrement des agences européennes de régulation, pp. 14 et 15.

⁴ En particulier, concernant la possibilité accordée à la Cour de réformer un acte attaqué (cas de l'Office des marques) ou concernant les personnes ayant la légitimité active pour introduire le recours (ex. Office des marques ou Office des variétés végétales) ou sur la nécessité d'introduire un recours préalable devant la Commission, si l'on veut maintenir ce système particulier.

pénale devant être examinés par les dispositions desdites politiques car ils sont susceptibles de présenter certaines particularités qui pourraient être réglées dans les actes établissant ces organes ou agences. Un membre du cercle a déclaré ne pas être en mesure de se rallier à la recommandation générale du cercle sur ce point, en faisant valoir qu'elle avait des implications importantes et devrait être examinée ultérieurement, tenant compte des particularités de chaque agence.

27. Enfin, certains membres ont demandé que l'article 230 TCE soit modifié pour y inclure un droit de recours des parlements nationaux, du Comité des régions et / ou des régions en matière de subsidiarité. Toutefois, à cet égard, le cercle est convenu qu'il s'agit là de questions déjà examinées par la Convention, et qu'il incomberait au Praesidium, plutôt qu'au cercle, de tirer, le cas échéant, les conséquences des orientations éventuelles de la Convention pour la rédaction des modifications à apporter à l'article 230 TCE.

Sur la question e) du cadre des travaux

28. Quant au mécanisme de sanctions en cas de non- exécution d'un arrêt de la Cour, les membres ont constaté que le système actuel n'était pas suffisamment efficace, les Etats condamnés par la Cour pouvant attendre des années avant de se voir infligé une sanction pécuniaire. Le cercle considère dès lors qu'il convient de trouver des moyens visant à une plus grande efficacité et simplicité des mécanismes de sanctions pour non - exécution des arrêts de la Cour. A cet effet, les suggestions suivantes ont été avancées:
- a) renforcer le mécanisme de sanctions prévu à l'article 228 CE, en supprimant les deux phases préalables à la saisine de la Cour pour l'application de sanctions, à savoir la phase de mise en demeure de l'Etat en question et la phase de l'avis motivé de la Commission, ou une de ces deux phases au moins¹; une large majorité a été favorable à cette proposition.
 - b) accorder à la Commission la possibilité de saisir la Cour, *à la fois* (dans la même procédure) d'un recours en manquement en vertu de l'article 226 TCE et d'une demande

¹ Une telle saisine directe de la Cour par la Commission, ou par un Etat membre, ne constitue pas une nouveauté : elle est déjà prévue dans le traité pour certains cas, comme par exemple, si un Etat abuse des exceptions prévues pour des raisons de défense ou pour des cas de crise (article 298)¹.

d'infliger une sanction. Si, sur demande de la Commission, la Cour inflige la sanction dans le même arrêt de condamnation, une telle sanction s'appliquerait après un certain délai, à compter du prononcé de l'arrêt¹, si l'Etat défendeur ne se conformait pas à la condamnation. Une majorité des membres s'est prononcée en faveur de cette proposition. Un tel dispositif permettrait d'alléger et d'accélérer la procédure en particulier pour des sanctions concernant des cas de "non-communication" d'une mesure nationale de transposition²;

- c) accorder à la Commission le droit de constater un manquement d'un Etat à une des obligations qui lui incombent en vertu de la Constitution, après avoir mis cet Etat en mesure de présenter ses observations. Ce dernier aurait le droit d'introduire un recours devant la Cour demandant l'annulation de la décision de la Commission. Ce modèle suivrait l'article 88 du traité CECA.

¹ Selon certains, le montant de la sanction (astreinte) devrait, dans ce cas, être calculé d'une telle manière que l'astreinte prenne effet de manière rétroactive, à compter de la date de l'arrêt.

² On distingue dans la pratique ces cas de "non-communication" - à savoir, l'Etat membre n'a pris aucune mesure de transposition - des cas de transposition incorrecte - à savoir les mesures de transposition prises par l'Etat membre ne sont pas, de l'avis de la Commission, conformes à la directive (ou loi-cadre). Le dispositif proposé ne s'appliquerait pas au deuxième cas de figure.

ANNEXE

Cadre des travaux

1. Les débats de la séance plénière des 5 et 6 décembre 2002 et des 20 et 21 janvier 2003 ont montré la préoccupation de certains conventionnels sur la nécessité de procéder à un examen sérieux des implications que certaines propositions faites au sein de la Convention pourraient avoir sur le fonctionnement de la Cour de justice. En outre, il a été considéré important d'offrir à cette dernière et au Tribunal de première instance l'occasion d'exprimer leur avis sur les questions qui les touchent et qui font l'objet des travaux de la Convention. A cet effet, le Praesidium a estimé opportun de créer un "cercle de discussion" sur le fonctionnement de la Cour de justice.
2. Ce cercle devrait en particulier se pencher sur des questions sur lesquelles la Convention n'a pas encore de positions arrêtées et pourrait notamment approfondir les points suivants :
 - a) La procédure de désignation des juges et des avocats généraux de la Cour de justice (article 223 CE) doit-elle être modifiée? Quid de la désignation des membres du TPI (Article 224 CE)?
 - b) Afin de faciliter l'application des articles 225 A, 229 A et 245 TCE, faut-il remplacer la règle de l'unanimité existante à l'heure actuelle par celle de la majorité qualifiée?
 - c) Serait-il opportun de revoir la dénomination de la Cour de justice et du Tribunal de première instance ou de maintenir les dénominations actuelles?
 - d) Convierait-il de modifier le libellé de l'article 230 §4 CE au sujet notamment des recours directs des particuliers contre des actes de portée générale des Institutions? Quid des actes d'agences ou d'organes créés par l'Union?
 - e) Convient-il de rendre plus efficace le mécanisme de sanctions en cas de non respect d'un arrêt de la Cour de Justice? Comment? En donnant à la Cour la possibilité d'imposer dans ses arrêts des amendes dans le cas où un État membre ne se conformerait pas à celui-ci dans un délai déterminé? Par d'autres moyens?
3. Le "cercle de discussion" serait ouvert à d'autres questions que ses membres ou les membres de la Cour et du TPI estimeraient éventuellement utile d'approfondir. Il est prévu que le "cercle de discussion" se réunisse 3 ou 4 fois pendant le mois de février et qu'il présente son rapport au début du mois de mars 2003.